Repères, Août, 2022

Antoine AYLWIN* et Marie-Eve LABONTÉ*

Commentaire sur la décision Succession de Barsalou – L'impact du cumul de titres ou fonctions sur l'exercice des pouvoirs et sur l'accomplissement des obligations

Indexation

SUCCESSIONS ; TESTAMENT ; FIDUCIE ; NATURE ; ADMINISTRATION ; DÉSIGNATION ET CHARGE DU FIDUCIAIRE ; LIQUIDATION DE LA SUCCESSION ; LIQUIDATEUR ; CHARGE ; FONCTIONS ; **PROCÉDURE CIVILE** ; COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX ; POUVOIRS ; ORDONNANCE DE SAUVEGARDE

TABLE DES MATIÈRES

[INTRODUCTION](#)

[I– LES FAITS](#)

[II– LA DÉCISION](#)

[III– LE COMMENTAIRE DES AUTEURS](#)

[CONCLUSION](#)

Résumé

Les auteurs commentent cette décision sur une demande d'ordonnance de sauvegarde dans laquelle la Cour supérieure se prononce sur les pouvoirs et les obligations qui incombent à une partie cumulant les titres ou fonctions de liquidatrice et légataire de la succession, ainsi que fiduciaire et bénéficiaire de la fiducie testamentaire.

INTRODUCTION

Il est possible de prévoir par testament qu'une même personne assumera plusieurs titres ou fonctions en lien avec la liquidation d'une succession et l'administration d'une fiducie testamentaire, sous réserve notamment de la règle prévue à l'article [1275](#) du *Code civil du Québec*.

Dans la décision *Succession de Barsalou*¹, rendue en mars 2022, la Cour supérieure devait se prononcer entre autres sur l'étendue des pouvoirs et des obligations de la liquidatrice d'une succession, alors que celle-ci était également légataire de la succession, ainsi que fiduciaire et bénéficiaire d'une fiducie testamentaire.

I– LES FAITS

En vertu du testament notarié de feu Fernand Barsalou (ci-après le « défunt »), la défenderesse M^{me} Josée Rivard, conjointe de ce dernier durant les 33 dernières années de sa vie, cumulait plusieurs fonctions et bénéfices.

En effet, elle y est d'abord nommée comme liquidatrice de la succession du défunt et comme bénéficiaire d'un legs particulier composé d'effets personnels, vêtements, bijoux, livres, tableaux, décorations, meubles meublants et autres effets mobiliers ornant les résidences et véhicules à moteur. La défenderesse est de plus désignée comme bénéficiaire d'une fiducie testamentaire devant recevoir le résidu de tous les biens du défunt, meubles ou immeubles (ci-après la « fiducie »). Au décès de la défenderesse, la demanderesse, M^{me} Geneviève Barsalou et sa soeur, filles du défunt, doivent recevoir à titre de légataires universelles les biens restants de la fiducie qui seront transférés au résidu de la succession. Finalement, la défenderesse est également nommée fiduciaire de la fiducie, conjointement avec la demanderesse et le défendeur M. Fréreau. Ce dernier a toutefois renoncé à la charge de fiduciaire subséquemment à l'ouverture de la succession.

Au fil des mois suivant le décès, la demanderesse, en sa qualité de fiduciaire, a tenté d'obtenir certains documents de la part de la défenderesse, mais sans succès. La défenderesse n'a pas donné suite à ces demandes, étant plutôt d'avis que la demanderesse n'avait pas accepté sa charge de fiduciaire dans le délai imparti. Pour cette même raison et vu la renonciation du défendeur, la défenderesse a procédé seule à la désignation de deux nouveaux fiduciaires. Ces désignations faisaient l'objet d'une contestation de la part de la demanderesse.

Malgré de multiples demandes en ce sens et l'écoulement d'une période de 17 mois depuis le décès, la défenderesse refusait également de compléter ses obligations en tant que liquidatrice. En effet, celle-ci n'avait toujours pas publié d'inventaire des biens de la succession ni rendu compte de son administration.

De plus, la demanderesse reprochait à la défenderesse divers gestes posés qui seraient à l'encontre du patrimoine fiduciaire, dont notamment la vente unilatérale de trois terrains appartenant à une société détenue par le défunt, la diminution du prix de vente des actions d'une autre société détenue par le défunt et la signature d'une promesse d'achat pour la vente de terrains.

La défenderesse justifiait ses actions en alléguant qu'à titre de liquidatrice, elle possédait tous les pouvoirs requis afin de disposer des biens de la succession avant de les remettre à la fiducie. Elle invoquait également son titre d'unique bénéficiaire de la fiducie dont les biens seraient exclusivement affectés à la satisfaction de ses besoins et à la garantie de son confort.

Par le biais de sa demande d'ordonnance de sauvegarde, la demanderesse requérait une série d'ordonnances de sauvegarde visant principalement à annuler la nomination des nouveaux fiduciaires, à empêcher la vente de terrains et de tout autre bien appartenant à la fiducie, à obtenir certains documents de la défenderesse et à enjoindre à cette dernière de remplir ses obligations de liquidatrice. La demanderesse a toutefois choisi de ne pas demander à ce stade-ci la destitution de la défenderesse à titre de liquidatrice ou de fiduciaire.

II– LA DÉCISION

Tout d'abord, la Cour supérieure est d'avis que bien qu'elle n'ait pas formellement et explicitement accepté la charge de fiduciaire, la demanderesse a agi dès le début à ce titre à la connaissance de la défenderesse et du défendeur, constituant ainsi une acceptation tacite valable de la charge. Considérant que la défenderesse avait unilatéralement désigné deux fiduciaires remplaçants en contravention du mécanisme prévu au testament du défunt, la Cour annule ces désignations et ordonne la nomination d'un troisième fiduciaire en remplacement du défendeur, conformément audit mécanisme, afin d'agir conjointement avec la demanderesse et la défenderesse.

La Cour conclut ensuite que la défenderesse se devait de remplir ses obligations à titre de liquidatrice, malgré son statut de bénéficiaire de la fiducie. Conséquemment, elle lui ordonne de transmettre à la demanderesse copie des documents pertinents demandés, de rendre compte de son administration de la succession depuis son ouverture et de préparer un inventaire des biens de la succession.

En ce qui a trait aux gestes posés unilatéralement par la défenderesse, la Cour considère que cette dernière les a posés en n'exerçant pas ses fonctions de manière transparente et avec diligence, en raison de sa compréhension erronée de son rôle d'héritière et de fiduciaire. La Cour ordonne donc à la défenderesse de ne pas se départir des biens appartenant à la succession du défunt, sauf les biens lui étant dévolus à titre de legs particulier. Finalement, la Cour constate que la promesse d'achat acceptée par la défenderesse pour la vente de terrains appartenant à la succession est désormais nulle et non avenue.

III– LE COMMENTAIRE DES AUTEURS

Aux termes de la décision commentée, la Cour supérieure rend diverses ordonnances de sauvegarde afin d'encadrer la défenderesse dans l'exercice de ses titres et fonctions. Malgré le fait qu'elle cumule les titres ou fonctions de liquidatrice, légataire, fiduciaire et bénéficiaire de la fiducie, il ne lui est pas permis d'agir comme bon lui semble.

La décision commentée offre un bon rappel du rôle du liquidateur d'une succession et l'importance pour ce dernier de remplir les obligations qui lui incombent à ce titre, et ce, peu importe le cumul de titres ou fonctions qui peut exister. Chacun des titres ou fonctions occasionne des obligations et pouvoirs distincts qui leur sont propres.

En présence d'une fiducie testamentaire, il convient de se rappeler que la séquence des opérations de liquidation doit être complétée en fonction des pouvoirs du liquidateur, souvent de simple administration, avant de procéder à la distribution dans la fiducie, laquelle doit être administrée conformément à son acte constitutif.

CONCLUSION

De nombreux enjeux peuvent survenir dans le cadre de la liquidation d'une succession ou de l'administration d'une fiducie testamentaire lorsqu'une même personne porte plusieurs chapeaux. Dans une telle situation, il est nécessaire de respecter les obligations propres à chacune des fonctions et d'éviter d'emprunter des raccourcis, afin de limiter le risque qu'un litige survienne.

* M^e Antoine Aylwin, CIPP/C, est associé chez Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L. Il concentre sa pratique en litige successoral, fiduciaire et administratif. M^e Marie-Eve Labonté est avocate au sein du même cabinet. Elle oeuvre principalement dans les domaines du litige commercial et du litige successoral.

[1.](#) 2022 QCCS 1092, [EYB 2022-440849](#) (C.S.).

Date de dépôt : 30 août 2022